



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Lutter chacun pour soi, c'est aller à la défaite

■ Les ouvriers ont-ils quelque chose à attendre de ce gouvernement "socialiste" ? Des mesures sociales ? Une régression du chômage ? NON ! Trois fois non ! Au contraire. Leur situation, déjà fortement dégradée en une décennie, sous la férule de la gauche comme de la droite, ne peut qu'empirer.

Ce gouvernement "socialiste" -comme tout gouvernement depuis maintenant plusieurs années- va profiter des vacances d'été et de l'inévitable période de plus grande démobilisation ouvrière pour véritablement les poignarder dans le dos à nouveau. D'ailleurs, les attaques que se prépare à leur assener le gouvernement Rocard s'annoncent d'autant plus rudes que la classe dominante n'est plus entravée par des échéances électorales proches.

Plus que jamais, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que d'entrer en lutte. Oui, la colère et le ras-le-bol sont là ! Oui, toutes les conditions sont réunies pour que le mécontentement, déjà présent partout, s'amplifie et s'exaspère encore !

Pourtant, malgré cela, la situation est marquée depuis des mois par une hésitation flagrante des ouvriers à engager la lutte et cette hésitation apparaît à l'heure actuelle de plus en plus manifeste et pesante, malgré quelques brèves et minoritaires explosions de colère ici ou là.

D'où vient cette hésitation ?

DERRIERE LES COORDINATIONS, LES MANOEUVRES DE DEBOUSOLEMENT DE LA BOURGEOISIE...

Au début de l'automne dernier, le climat social était explosif et se développaient, au sein des luttes ouvrières, des tendances de plus en plus nettes vers des luttes massives et simultanées, vers

des combats autour des mêmes revendications unificatrices. En même temps commençait à s'affirmer, au-delà d'une méfiance générale envers les appareils syndicaux, un rejet de plus en plus ouvert et actif de leur encadrement et de leurs méthodes ou s'exprimait une claire volonté de prise en charge des luttes par les ouvriers eux-mêmes à travers leurs assemblées générales.

C'est alors que la bourgeoisie est parvenue à renverser le rapport de forces en sa faveur. Elle menait à bien, à travers la lutte des infirmières, une offensive d'envergure dirigée contre l'ensemble de la classe à partir du mois d'octobre en déployant une série de manoeuvres (voir notamment RI N° 173 à 176 -novembre 88 à février 89- et notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières"). Si bien qu'au début de l'hiver, la situation était déjà telle que la bourgeoisie avait réussi à imposer :

- contre la mobilisation de plus en plus large des ouvriers, la dispersion de la riposte dans les hôpitaux en introduisant à doses massives le poison du corporatisme et en favorisant les comportements élitistes des infirmières ;
- contre l'extension et la tendance vers l'unification des luttes, la division maximum, allant jusqu'à susciter un climat de rivalité et de concurrence entre ouvriers ;
- contre la volonté de prendre les initiatives mais aussi de prendre en charge et de diriger la lutte dans des assemblées générales dans une dynamique de rejet actif des syndicats, des coordinations auto-proclamées, créées de toutes pièces puis érigées en modèle à travers lesquelles la lutte, échappant au contrôle nécessaire de la classe, redevenait "une affaire de spécialistes".

... POURSUIVIES ET AMPLIFIEES PAR LE RETOUR DES SYNDICATS AU PREMIER PLAN

Mais la bourgeoisie ne s'arrêtait pas là. Elle a implacablement continué au cours de l'année 89 et jusqu'à maintenant son travail de sape à travers la poursuite et l'accentuation de la dispersion générale des luttes, à travers la division et finalement le débousollement des ouvriers en enfouissant chaque fois davantage les mêmes clous.

Et pour cela, elle est parvenue à remettre en selle ses syndicats pourtant discrédités, brocardés, vilipendés et à assurer progressivement leur retour en force sur le devant de la scène pour occuper tout le terrain social et pour qu'ils puissent officier à nouveau comme maîtres d'oeuvre des basses besognes de la bourgeoisie.

Ce sont eux qui ont pu se charger alors d'étouffer et d'asphyxier la combativité réelle et la colère qui n'ont cessé de se manifester dans ces luttes au sein de la classe, malgré le débousollement créé par les luttes de l'automne.

Ce sont eux qui ont découpé en rondelles catégorielles la grève des enseignants en janvier-février, poussant l'enfermement corporatiste jusqu'à noyer la lutte dans une profusion de revendications spécifiques et catégorielles n'ouvrant que sur une dispersion et une confusion généralisées.

Ce sont eux qui, en se plaçant à la tête de la lutte, poussés par l'attitude du gouvernement pleinement complice et à la faveur d'une influence encore forte dans le secteur, ont amené un sentiment général dans la classe de s'être fait encore avoir, de ne rien dominer -tout s'était passé entre le gou-

(SUITE PAGE 2)

MASSACRES ET TERREUR EN CHINE Le vrai visage du capitalisme

■ Le 3 juin 1989, Deng Xiao Ping, l'homme de "l'ouverture", le symbole de l'après-maoïsme éclairé, a lâché ses chars et ses mitrailleuses lourdes sur la population de Pékin descendue massivement dans la rue pour s'opposer à l'entrée de l'armée dans la ville. En quelques heures, le carnage a étendu sur l'asphalte plusieurs milliers de cadavres et des dizaines de milliers de blessés. Les jours suivants, la répression s'est déchaînée dans les villes de province, à Shanghai, Nankin... Bien plus que les étudiants, constamment mis sur le devant de la scène médiatique depuis le début des événements en Chine, ce sont les habitants de Pékin et des grandes villes et parmi eux de nombreux ouvriers, qui ont payé très cher leur résistance aux chars de "l'Armée Populaire". Et aujourd'hui, ce sont eux qui continuent à la payer au prix fort à travers le déchaînement d'une terreur implacable, déployée par la bourgeoisie chinoise qui met à profit ce coup de force pour briser toute velléité de lutte dans la classe ouvrière. Rafles, arrestations massives, disparitions, organisation de la délation, jugements expéditifs et exécutions sommaires, dignes

du règne de Staline et de la période de la "révolution culturelle", ont pris le relais de la mitraille soldatesque et s'abattent sur l'avant-garde ouvrière, sur les prolétaires combattifs des grandes villes industrielles du Sud comme Shanghai, qualifiés par la propagande de "voyous" et de "contre-révolutionnaires". Il est impossible aujourd'hui de savoir par combien de milliers de morts va se solder ce déchaînement de barbarie.

Ainsi après des semaines de campagnes démocratiques intensives autour du "mouvement pacifiste des étudiants chinois", après des semaines de mobilisation étudiante sur le terrain pourri d'un soutien ouvert aux fractions modernes de la bourgeoisie chinoise, mobilisation orchestrée et manipulée par la clique de Zhao Zi Yang, la farce de Tian An Men s'est brutalement transformée en un monstrueux bain de sang. L'Etat capitaliste a montré une fois de plus son vrai visage.

LES POPULATIONS MANIPULEES ET SACRIFIEES DANS UNE GUERRE DE CLIQUES AU SEIN DE LA BOURGEOISIE CHINOISE

Ces événements ont été l'occasion pour la bourgeoisie du monde entier de déverser ses pleurnicheries et de s'indigner du bain de sang commis par sa



conscœur chinoise. Les bourgeoisies américaine, française, russe, celles-là même qui ont fourni les hélicoptères et les chars utilisés par l'armée de Li Peng, peuvent bien verser leurs larmes de crocodiles. Ce qui les effraie, ce n'est pas en soi qu'on tue et qu'on massacre les populations, c'est l'état de décomposition et de déstabilisation dans lequel se trouve le capital chinois et dont ce bain de sang n'est que l'horrible révélateur. Ce n'est pas aux victimes obscures et innombrables de la répression que va leur sollicitude, mais bien à la bourgeoisie chinoise et aux difficultés dans lesquelles elle se débat.

Depuis une dizaine d'années, la bourgeoisie chinoise, poussée comme celle de tous les pays du monde par les coups de boutoir de la crise économique, a commencé à mettre en place une série de mesures de rationalisation et de "modernisation" de l'économie

(SUITE PAGE 5)

Sommaire

FRANCE

- .Grève dans les mines de potasse.....p.2
 - .Tract du CCI diffusé à l'Aérospatiale.....p.3
 - .Coordinations : une table ronde de saboteurs..p.3
- #### SITUATION INTERNATIONALE
- .Elections en Pologne.....p.4
 - .Emeutes de la faim en Argentine.....p.4
 - .CHINE : Réunion publique du CCI.....p.5
 - .Democratie et répression.....p.5
 - .OTAN : Discours de paix et menaces de guerre..p.6
 - .Mort de Khomeiny: une aubaine pour le bloc US.p.6

LUTTER CHACUN POUR SOI, C'EST ALLER A LA DEFAITE

(suite de la page 1)

vernement et les syndicats- où les enseignants ne savaient même plus contre quoi ils se battaient.

Ce sont encore eux -avec la CGT en premier de cordée- qui ont dévoté quasiment de bout en bout, de mars à mai, la grève de la fonction publique en Corse en la noyant dans la revendication d'une prime d'insularité pour laquelle ils offraient le luxe d'une "extension" caricaturale dans toute la fonction publique et même au-delà de ce secteur et qui isolait en fait la lutte au maximum, dans les limites de l'île en excluant surtout d'emblée tous les ouvriers du continent qui ne pouvaient en rien y reconnaître leur lutte. Après avoir fait tremper les ouvriers "impliqués" dans le cloaque du nationalisme, les syndicats les amenaient à reprendre le travail en ordre dispersé après une grève longue et démoralisante.

Ce sont toujours eux -et particulièrement encore la CGT- qui se sont chargés de faire passer les licenciements chez Dassault comme dans les entreprises sous-traitantes en enfonçant les ouvriers dans l'usinisme avec la complicité de toutes les forces bourgeoises et des médias qui ont localisé au maximum le conflit en entretenant l'illusion qu'il ne s'agissait que d'un "problème des Dassault". C'est avec leurs méthodes pourries qu'ils ont, couronnement de leur travail de division, cherché à dresser les uns contre les autres les ouvriers de Dassault et ceux de l'Aérospatiale, en opposant leurs intérêts.

Ce sont eux qui tentent maintenant de rééditer et d'amplifier leur coup à l'Aérospatiale (SNIAS) (voir notre tract ci-contre) alors même que, face aux licenciements annoncés, toute la bourgeoisie joue sur le flou entretenu sur l'ampleur de l'attaque pour plonger à nouveau davantage les ouvriers dans l'expectative.

Ce sont eux qui ne cessent de renvoyer à la classe ouvrière une image complètement déformée de ce que doivent être leurs luttes, non seulement étrangère mais totalement opposée à leurs besoins.

Le seul effet recherché est de paralyser leur combativité, de les écœurer et de les dissuader le plus possible d'entrer en lutte.

C'est pourquoi, malgré les attaques redoublées de la bourgeoisie, cette hésitation à entrer en lutte s'est faite de plus en plus forte.

IL NE FAUT PAS LAISSER LES LUTTES AUX MAINS DES SYNDICATS NI DES COORDINATIONS

Cela ne peut pas durer ! Les ouvriers ne doivent pas accepter qu'une telle situation se poursuive.

Oui, les ouvriers ont raison de se méfier des syndicats de plus belle, de ne pas les suivre : ils sont leur pire ennemi ! Ce sont eux qui leur volent leurs luttes, qui minent leur terrain de classe, qui leur bourrent le crâne de fausses alternatives, qui sapent en permanence leur force et leur combativité.

Mais il n'est pas question, de les laisser réinvestir le terrain social, le terrain de la lutte ! Plus on laisse les syndicats occuper le terrain, plus l'ensemble de la bourgeoisie a les mains libres pour attaquer les ouvriers.

De même, les ouvriers doivent faire très attention dès maintenant, se mettre sur leur garde : il faut qu'ils tirent pleinement les leçons de ce qui s'est passé dans les luttes de l'automne dernier. En particulier, ils doivent comprendre et apprendre à digérer le rôle anti-ouvrier joué dans la lutte des infirmières par les coordinations qui ont tenu une place essentielle dans la mise en oeuvre de l'entreprise de débousolement de la bourgeoisie dont ils subissent encore aujourd'hui les effets et les conséquences. Ils doivent d'autant plus être prévenus contre elles qu'à l'heure actuelle, les syndicalistes de base et les gauchistes qui animaient ces fameuses coordinations se réunissent entre eux et se préparent à nouveau à entrer en scène et à être présents dès la rentrée pour saboter les prochaines luttes qui se mèneront (voir article p.3). Il ne faudra pas leur laisser à eux non plus la moindre place dans la lutte !

La force de réagir, les ouvriers l'ont !

Si les ouvriers veulent faire reculer la bourgeoisie et l'obliger à céder à leurs revendications, ce n'est pas par petites touches, par tronçons, par petits paquets éclatés, disséminés et chacun pour soi, les uns derrière les autres par entreprise ou par catégorie qu'ils pourront le faire. Il leur faut être nombreux et unis. De ce fait, il faut non seulement engager le combat massivement mais rejeter catégoriquement tout ce qui divise l'unité ouvrière, mettre au ban de la classe ouvrière tout esprit corporatiste et élitiste ainsi que tous ceux qui envoient les ouvriers au casse-pipe par petits bouts, chacun dans son coin et ex-

ploient les faiblesses et le manque d'assurance de confiance en soi de la classe pour la diviser : les syndicats et les faiseurs de coordinations.

Pour cela, les ouvriers ont besoin d'étendre la lutte comme de prendre en charge ce combat.

Ils doivent se donner les moyens de se déplacer eux-mêmes massivement vers les usines les plus proches pour entraîner d'autres ouvriers dans le combat ou pour apporter leur solidarité active en rejoignant d'autres ouvriers dans leur lutte.

C'est au travers d'une réelle prise en charge par les assemblées générales, autour de revendications communes que cette unification pourra se réaliser.

Voilà comment cette bataille est possible, comment les ouvriers doivent la mener.

Ces expériences, les ouvriers les ont déjà faites. Ce sont ces capacités qu'ils ont commencées à développer un peu partout au cours de ces dernières années dans leurs luttes (aujourd'hui encore dans la lutte des mineurs de potasse en Alsace), en France comme dans toute l'Europe. Et c'est bien parce que ces potentialités se sont déjà révélées et exorcismées largement que la bourgeoisie s'inquiète et s'agite en étant contrainte de déployer contre elles un feu nourri de manoeuvres préventives.

C'est seulement en reprenant ces expériences, en poursuivant dans cette voie que les ouvriers pourront reprendre efficacement et avec succès leur combat.

YD

Un mensonge électoral de plus

■ La mascarade électorale fait de moins en moins recette dans la classe ouvrière. Les dernières élections européennes, après tant d'autres, viennent une nouvelle fois le confirmer.

Mais la bourgeoisie ne veut pas que cela se sache et elle fait tout pour cacher l'ampleur de la désaffection générale par rapport à l'une de ses principales mystifications : les élections.

Il ne lui reste aujourd'hui que le mensonge pour cela. Quand elle dit qu'il y a eu 50% de participation aux dernières élections (soit 50% d'abstentions), c'est par rapport aux 24,5 millions d'inscrits. Si on se base sur les chiffres réels, c'est à dire sur la population en âge de voter (41.700.000 en 1987), les 12 millions de votes exprimés ne représentent que moins de 30% de participation. Il y a donc eu réellement plus de 70% d'abstentions !

La classe ouvrière doit continuer à désertier de plus en plus ce terrain qui n'est pas le sien, où elle a tout à perdre. Son seul terrain, c'est celui de la lutte partout et tous ensemble.

JE

GREVE DES MINEURS DE POTASSE EN ALSACE SYNDICATS ET GAUCHISTES CONTRE L'EXTENSION DE LA LUTTE

■ Le jeudi 8 juin, la colère ouvrière éclate dans les mines de potasse d'Alsace (3900 salariés), suite à la signature d'un accord salarial passé la veille entre la direction et tous les syndicats (sauf la CGT) : 15 centimes d'augmentation de salaire par heure ! Face à l'explosion de colère que déclenche une telle provocation, immédiatement les syndicats, CGT en tête, enfoncent le mouvement et appellent à une journée d'action. Dès le lendemain, devant le refus de la direction d'ouvrir de nouvelles négociations sur les salaires, l'intersyndicale prend encore les devants et appelle alors, sous la poussée ouvrière, à une grève illimitée avec occupation de tout le bassin minier sur la base d'une revendication salariale de 1200 francs par mois. Cependant, devant le refus des ouvriers de rester enfermés dans les mines, les syndicats sont contraints de radicaliser leurs méthodes pour éviter toute tentative de débordement de la base. C'est alors que la CGT va tenter de déjouer la combativité des ouvriers, de les épuisier en organisant pendant plusieurs jours des actions-commandos telles que occupation des voies de chemin de fer, blocage de l'autoroute A35, occupation de la frontière franco-allemande...

Mais cette manoeuvre ne parvient pas à calmer la colère des mineurs qui posent, dès le 4ème jour de grève, la question de l'élargissement de leur lutte aux autres entreprises de la région, et notamment à l'usine la plus importante, celle de Peugeot-Mulhouse (13 000 salariés).

L'intersyndicale appelle alors à une assemblée générale et la CGT, plus radicale que jamais, fait la proposition d'aller en délégation massive dès le lundi 12 à l'usine Peugeot pour entraîner les métallurgistes dans la lutte. C'est aux cris de "Les Peugeot avec nous !" que 300 à 400 mineurs investissent les ateliers de l'usine Peugeot. Immédiatement, la CGT coupe l'herbe sous le pied des ouvriers en monopolisant la parole au nom des mineurs. En se mettant ainsi à la tête du mouvement, la CGT ne visait qu'un seul objectif : paralyser les ouvriers de Peugeot qui, depuis de longues années, ont vu la CGT saboter systématiquement leurs luttes et les mener de défaite en défaite. Cette manoeuvre a parfaitement réussi : les ouvriers de l'usine Peugeot se sont laissés immobiliser du fait de leur écœurement tout à fait légitime à l'égard des syndicats derrière lesquels il était hors de question de partir en lutte. En s'imposant à la tête du combat, la CGT a joué ainsi le rôle de repousseur et est parvenue momentanément à briser toute possibilité d'une lutte

commune entre les mineurs et les métallurgistes.

Ports de cette victoire, les syndicats pouvaient alors profiter de l'amertume des mineurs pour organiser dès le lendemain à une nouvelle assemblée générale où, cette fois, ce sera la CFDT qui prendra le relais de la CGT et qui appellera à durcir le mouvement à travers de "nouvelles actions spectaculaires". C'est ainsi que dans les jours qui vont suivre, les syndicats vont déjouer la colère des mineurs dans des actions jusqu'au-boutistes et sans lendemain : blocage de l'aéroport de Mulhouse, sacage des locaux de la direction des mines, occupation de la gare de Colmar... Dès lors, le gouvernement, à travers ses médias, va pouvoir à son tour participer au sabotage de la lutte, en déployant dans toute la région une campagne sur l'impopularité de la grève, tandis que la direction des Mines portera plainte contre la violence, les actes de vandalisme des mineurs qui vont être dénoncés comme des petits voyous.

Quant aux syndicats, ils vont parachever leur sale boulot d'épuisement de la combativité ouvrière en organisant toute une série de journées d'actions couronnées, le 21 juin à Mulhouse, par une manifestation-balade qui prendra l'allure d'un véritable cortège funèbre dans le seul but de ridiculiser les ouvriers et les dégouter de la lutte. Au cours de cette manifestation-enterrément, le cynisme crapuleux des syndicats va encore être porté à son comble avec l'arrivée d'une délégation de syndicalistes de l'usine Peugeot venue apporter "leur solidarité" ... dans la défaite afin de démoraliser les ouvriers, de les écœurer, et de dénaturer l'idée même de l'extension du combat.

Voilà comment toutes les forces bourgeoises, CGT en tête, ont organisé la défaite des mineurs en occupant du début à la fin tout le terrain de la lutte pour miner les potentialités réelles d'une unification des luttes ouvrières dans la région. Ce danger était, en effet, bien réel : si, pendant ces deux semaines, c'est l'énorme combativité des mineurs qui a occupé le devant de scène, cette colère ne s'est néanmoins pas limitée au seul secteur des mines. Ce sont tous les secteurs, toutes les entreprises de la région qui sont aujourd'hui en ébullition, non seulement à Peugeot, mais aussi à l'EDF (où les ouvriers se sont mis en grève au même moment), de même qu'à Schlumberger et à la Direction Départementale de l'Équipement. Partout, ont surgi des manifestations de solidarité avec les mineurs à tel point que les ouvriers de l'EDF disaient même : "il faut agir

ensemble".

Et si les ouvriers, malgré leur volonté d'entrer en lutte tous unis avec les mineurs, n'ont pu surmonter leur hésitation, s'ils se sont laissés paralyser, c'est essentiellement parce qu'ils ne voulaient pas se retrouver une nouvelle fois à la queue des syndicats qui ont repris à leur propre compte les besoins de la lutte pour les dénaturer et immobiliser les ouvriers. Et cela, les ouvriers en ont de plus en plus conscience, comme on a pu le voir au sein même de la grève des mineurs. En effet, trois jours avant la manifestation-enterrément organisée par les syndicats, une minorité d'ouvriers parmi les plus combattifs comprennent qu'ils se sont fait avoir sur toute la ligne par les syndicats. Au cours de l'assemblée générale du lundi 19, des voix hurlent : "Mais que font Kaspar et Krasucki?". Au cours de cette même assemblée générale, ces ouvriers vont mettre en avant la nécessité de l'extension de la lutte et d'une véritable démocratie ouvrière.

C'est alors que les gauchistes (notamment ceux de LO) vont entrer à leur tour dans la danse, pour empêcher toute tentative de débordement syndical et de prise en charge de la lutte par les ouvriers eux-mêmes dans le seul objectif de pousser les mineurs dans la voie de la défaite. Ainsi, ils feront participer activement les ouvriers les plus combattifs à la préparation de la manif-enterrément du 21 en les "aidant" à préparer leurs "propres" banderoles appelant à l'unification des luttes à travers le slogan : "Mineurs, métallos, même combat". Voilà comment les gauchistes ont parachevé le sale travail des syndicats en appelant à l'extension... de la défaite !

C'est toute la classe ouvrière qui doit aujourd'hui tirer toutes les leçons de cette nouvelle expérience :

- toute lutte qui ne s'élargit pas immédiatement aux autres secteurs, aux entreprises voisines ne peut mener qu'à la défaite. En ce sens, les mineurs avaient mille fois raison d'aller chercher la solidarité à l'usine Peugeot même si les syndicats ont tout fait pour étouffer ce besoin ;

- il ne peut y avoir d'extension réelle de la lutte que si les ouvriers surmontent leurs hésitations en prenant dès le début les rênes du combat. Laisser la direction de la lutte aux mains des syndicats, c'est laisser ces forces d'encadrement bourgeoises les mener à la défaite.

Avril
(24/6/89)

TRACT DU CCI DIFFUSE A L'AEROSPATIALE

UNE ATTAQUE SE PREPARE : PREPARONS-NOUS A LUTTER

■ Camarades !

Une attaque se prépare contre les ouvriers de l'Aérospatiale. Elle est annoncée, mais entourée de beaucoup de flou et de multiples précautions. On annonce des départs en pré-retraite, des transferts de postes, des aides au départ, des licenciements (les soi-disant réaffectations). Simple remise en ordre ? Il ne faut pas penser que ce n'est ni plus ni moins que ce qui est dit chaque année. Il ne faut pas penser que l'Aérospatiale, entreprise performante, représenterait un secteur où les ouvriers seraient à l'abri. Ce n'est pas parce que l'Aérospatiale vend des Airbus que les ouvriers ne seront pas attaqués !

Hier tout juste, c'était l'attaque contre les ouvriers de Dassault. Actuellement, c'est contre vous qu'elle se prépare. Tout ce qu'on nous raconte sur la bonne santé de l'économie, la croissance, le fait que tel ou tel secteur comme l'aéronautique peut et "doit permettre des mesures de développement et d'amélioration de la situation pour tous" (tract CGT du 29 Mai 89) n'est que mensonge !

Au contraire, la crise de plus en plus aiguë du capitalisme, au niveau du monde entier, pousse la bourgeoisie, pour vendre, à faire baisser les coûts de production. Cela veut dire : licenciements, et pour ceux qui restent, baisse des salaires et augmentation des cadences.

Les ouvriers ne doivent pas accepter cette logique de gestion de la concurrence capitaliste ! Partout, ils sont attaqués : en Allemagne, comme en France, en Espagne ou ailleurs.

■ CAMARADES, PREPARONS-NOUS A REAGIR !

A la veille des vacances d'été, la tête de chacun est beaucoup plus portée à penser au repos nécessaire. La bourgeoisie le sait. C'est pour cela que très souvent, c'est en été qu'elle porte ses mauvais coups. Alors, soyons vigilants et préparons-nous à réagir.

■ MAIS POUR CELA, RAPPELONS-NOUS !

Surtout, ne retombons pas dans les pièges dans lesquels les ouvriers de Dassault se sont laissés prendre. En effet, malgré ce que la CGT voudrait encore nous faire croire, afin de pouvoir continuer demain la même tactique, les ouvriers de Dassault sont battus. C'est la CGT qui a été le fer de lance de la bourgeoisie pour organiser leur défaite. Elle

a organisé leur isolement en en faisant "un problème très spécial à Dassault". Elle continue aujourd'hui cet isolement, jusqu'au bout de l'épuisement. Elle a voulu et veut se montrer très radicale et combative, en fait, ce sont des mascarades de lutte qu'elle a organisées, et qu'elle continue à organiser pour maintenir les ouvriers dans le débousolement et l'isolement. Faire pression sur les politiciens, aller bloquer l'aéroport, se promener en ville avec des morceaux de fusée, bloquer des rocade ou lâcher des ballons, tout cela n'est que mascarade pour bloquer toute initiative des ouvriers pour empêcher leur réflexion autonome, les maintenir dans l'isolement et donc dans l'impuissance ; alors que dès le début, il aurait fallu que les ouvriers de Dassault aillent chercher la solidarité de leurs voisins immédiats de l'Aérospatiale.

Cette défaite, les ouvriers de l'Aérospatiale en voient déjà surgir les conséquences. C'est parce que les ouvriers des autres usines de Toulouse, en particulier ceux de l'Aérospatiale, n'ont pas bougé, alors que les ouvriers de Dassault étaient attaqués, que maintenant la bourgeoisie peut porter cette nouvelle attaque contre eux. Tant qu'elle pourra attaquer paquet par paquet, elle sera victorieuse.

■ QUELS SONT CEUX QUI ONT PUSSE A CETTE SITUATION?

Ce sont les mêmes qui ont poussé les ouvriers de Dassault dans l'isolement et ceux de l'Aérospatiale à la passivité : les syndicats, TOUS !

- FO, avec ses tracts du CE et les phrases puantes et ordures du style : "l'Aérospatiale n'est pas le navire hôpital de l'aéronautique toulousaine !"

- la CFDT, qui avait beau jeu dans un tract, le 31 Mai, quand la défaite était assurée, d'appeler soudainement à la solidarité ! Elle savait que ça ne risquait plus rien. En fait, la CFDT joue le même jeu que la CGT : enfermer dans la vision usiniste, et de gestion capitaliste de la concurrence, pour savoir si "l'actuel plan de charge Aérospatial nécessite des embauches supplémentaires" ou pas ! (tract du 21 Mai).

- la CGT, qui, consciemment, s'est bien gardée de faire autre chose que des pétitions symboliques à l'Aérospatiale, donc d'organiser une solidarité-bidon.

Nous voyons ce qu'il nous en coûte de nous laisser entraîner dans la politique de l'isolement corporatiste et de chacun pour soi des syndicats.

Alors, ne disons pas que cette attaque ne concernera que quelques centaines d'ouvriers et que "Moi", je serai à l'abri ! Préparons-nous à réagir !

■ COMMENT ?

Nous ne pourrions être fort qu'en développant une lutte la plus massive et unie possible ; nous devons immédiatement chercher la solidarité des ouvriers des autres usines. Ils ont les mêmes problèmes : Cartoucherie, PTT, Fonction Publique en général... Pour cela nous ne devons surtout pas nous en remettre aux syndicats. Ce sont eux qui ont organisé les défaites d'hier et se préparent à organiser celles de demain. Nous devons prendre nous-mêmes notre lutte en charge, organiser nous-mêmes les A.G. ; s'organiser pour qu'elles soient ouvertes à tous les ouvriers des autres usines, y décider nous-mêmes de la lutte, et pour cela qu'elles se fassent en dehors de l'usine ; organiser nous-mêmes les envois de délégations massives aux autres usines pour chercher la solidarité.

Nous devons établir des revendications dans lesquelles tous les ouvriers puissent se reconnaître :

- contre les licenciements,
- contre l'augmentation des cadences,
- pour de meilleurs salaires.

Aujourd'hui, seule l'unité la plus massive des ouvriers, au-delà du secteur et de l'usine, peut faire reculer la bourgeoisie. C'est d'abord avec les ouvriers des usines voisines qu'il faut organiser cette unité. Cela est nécessaire et possible, car, face à des attaques qui nous touchent tous, ce besoin est de plus en plus ressenti par les ouvriers.

Sur ce chemin, nous aurons les syndicats contre nous.

Donc, dès maintenant, il faut se rassembler dans des assemblées générales pour préparer la riposte. Dès maintenant, les ouvriers les plus combatifs doivent se regrouper pour former des comités de lutte où ils discutent et confrontent leurs expériences, tirent des leçons, pour être capables d'impulser l'extension et la dynamique de la lutte.

C'est seulement en avançant vers l'unification de tous les ouvriers que nous pourrions être forts et nous imposer !

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
16-6-89

COORDINATIONS

UNE TABLE RONDE DE SABOTEURS DES LUTTES

■ En février et mars dernier, s'est tenue une table ronde à Paris, autour de laquelle ont siégé des "animateurs et animatrices" des coordinations qui ont œuvré ces dernières années dans les luttes aux PTT, à la SNCF, à la SNEOMA, à Air France, chez les enseignants et, bien sûr, dans les hôpitaux.

Si nous écrivons à leur sujet, ce n'est sûrement pas pour leur apporter un soutien publicitaire, mais surtout pour mettre en évidence face à l'ensemble de la classe ouvrière, ce que révèlent eux-mêmes ces "faiseurs de coordinations" - à travers une brochure ("Pour la coordination de toutes les luttes") qu'ils diffusent actuellement - sur leur manière de déformer la lutte de classe, de saboter les luttes auxquelles ils ont participé et de se préparer activement à poursuivre ce sale boulot à l'avenir.

Il nous suffit pour cela de lire ce qu'ils disent sur toutes les grandes questions qui se posent aujourd'hui aux ouvriers dans leurs luttes, comme celles de l'unité ouvrière, des revendications, du rôle des coordinations, des syndicats ou encore celle des perspectives pour le développement du combat ouvrier.

Ils sont clairs sur l'unité ouvrière. Ils ont beau la revendiquer, pour eux il n'en est pas question. Un membre de la fameuse "coordination infirmière" déclare sans ambiguïté qu'il ne faut pas mélanger "les problèmes du plombier, de l'infirmière, du kiné". En d'autres termes, les ouvriers ont des intérêts différents les uns des autres et chacun doit se battre pour lui-même. Et quand son collègue du CNLC (Comité national de liaison des cheminots) le reprend en s'affirmant "contre le catégoriel", c'est pour revendiquer "l'unité syndicale". La classe ouvrière connaît cette merde depuis des années.

De toutes façons, comme le dit le président de séance : "cette réaction catégorielle de travailleurs qui doutent du mouvement ouvrier traditionnel et le remettent en cause, marquée à la fois leur recherche d'une nouvelle identité et la volonté de contrôler leur lutte sans qu'elle puisse être noyée dans le mouvement général par des appareils politiques ou syndicaux". En d'autres termes, soit les ouvriers veulent d'un mouvement général (de "grèves fourre-tout", comme dit une participante) et ils auront les syndicats, soit ils ne les veulent pas et ils doivent se replier sur leur catégorie ou leur corporation, c'est à dire sur eux-mêmes.

-Ils sont clairs sur les revendications. Ils insistent tous sur les revendications communes, parce que

c'est un besoin largement et massivement ressenti au sein de la classe ouvrière aujourd'hui. En fait, leur seul objectif est de dénaturer ce besoin. Quand un membre de "coordination des personnels de santé" (dominée par les trotskystes de L.O.) dit : "la CGT a eu une attitude opportuniste et démagogique, elle réclamait 11000 F", il oublie simplement de rappeler que les coordinations avaient eu la même attitude ("2000 F de plus pour tous"), même si dans la surenchère démagogique, la CGT s'était montrée plus forte. Il oublie simplement de dire aussi que cette bataille de chiffres a été un facteur important de démobilitation pour la majorité des ouvriers qui ne pouvait se retrouver autour de ces revendications démagogiques.

-Ils sont clairs sur les coordinations, sur leur nature, qui les met en place et les fait vivre. "Nous avons eu l'aide des militants CFDT de la santé de la région parisienne. Sans leur aide, nous n'en serions pas arrivés là". "Ce sont plutôt les syndiqués de base qui s'investissent dans la coordination". Les membres de la "coordination infirmière" qui disent cela ne font que rappeler ce que nous n'avons cessé de développer dans nos interventions : les coordinations sont des organes montés de toutes pièces par la bourgeoisie et dirigées par des syndicalistes de base (le plus souvent des trotskystes).

-Ils sont clairs sur les syndicats. "Nous continuerons à solliciter les organisations syndicales afin qu'elles soutiennent les luttes des infirmières à la base... Les coordinations, c'est bien pendant la lutte. Mais après que fait-on ?... Il faut absolument proposer, après la coordination et en dehors d'elle, la constitution d'un outil syndical". (Un membre de la "coordination infirmière").

Plus les ouvriers rejettent les syndicats et plus ces "faiseurs de coordinations" s'évertuent à les rabattre sur eux. Il apparaît clairement qu'ils sont les meilleurs défenseurs des appareils syndicaux et du syndicalisme en général. Quand les syndicats ne suffisent pas pour saboter les luttes, eux sont présents. Mais dès qu'ils le peuvent, ils leur rouvrent grand la porte, comme ils l'ont fait à la fin de la lutte dans les hôpitaux. Si les ouvriers ne veulent toujours pas des syndicats, alors ils en créent de nouveaux. C'est ainsi qu'après les luttes de l'automne, se sont créés, dans les PTT et dans la santé, deux nouveaux avortons syndicaux, "SUD" et "CRC", qui participaient à cette table ronde.

Que cette table ronde ait réuni un ramassis de syndicalistes de base mettant en commun leurs expériences et leurs capacités de sabotage des luttes, cela ne fait aucun doute. Mais que les ouvriers ne s'imaginent pas qu'ils ont l'intention d'en rester là. Ils se préparent très activement contre les luttes à venir. Déjà, pour la prochaine rentrée, les deux principales coordinations de la santé ont l'intention (avouée par un militant trotskyste lors de la dernière fête de L.O.) de "lancer", préventivement bien sûr, des mouvements de lutte dans les hôpitaux. C'est la même stratégie qu'ils ont utilisée en septembre dernier, en faisant partir prématurément les infirmières et en mouillant ainsi la poudre.

Et s'il faut coller à des mouvements qui se généralisent, ils seront prêts à le faire. "Ce n'est pas catégorie par catégorie que nous gagnerons mais par un mouvement d'ensemble (exemple de la grève en Espagne)". Ce militant de la coordination des instituteurs montre qu'ils n'ont pas l'intention dans ce cas-là d'apparaître comme des diviseurs. Par contre, leur objectif est de déjouer et saboter un mouvement général, comme l'ont fait les syndicats espagnols à travers la fameuse "grève générale" sans lendemain mais spectaculaire du 14 décembre dernier.

Enfin, ils n'ont pas l'intention d'abandonner ces instruments si efficaces contre les luttes ouvrières que sont les coordinations. Au contraire, ils militent pour elles : "Nous avons une idée à défendre, l'idée-coordination, sa légitimité partout". Ce poison, ils cherchent même à le répandre au-delà des frontières : "Une copine infirmière est partie aujourd'hui à la manif des infirmières à Cologne".

Ils veulent développer des coordinations partout, dans tous les secteurs de la classe ouvrière : "Le jour où les chômeurs s'inspireront des formes de ce nouveau mouvement social, cela fera mal..." (oui, cela fera mal à la classe ouvrière). S'il le faut, ils mettront en œuvre "une coordination des coordinations".

La classe ouvrière est avertie. Si elle veut développer ses luttes et résister efficacement aux attaques du gouvernement et du patronat, il faudra qu'elle le fasse ni avec les syndicats, ni avec ces syndicalistes de base "faiseurs de coordinations". C'est contre eux, qu'elle devra le faire.

JE

ELECTIONS EN POLOGNE

UNE OFFENSIVE POLITIQUE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Ces dernières semaines, tous les médias bourgeois, qui ne ratent actuellement aucune occasion pour alimenter la propagande internationale sur la défense de la "démocratie", nous ont encore bassinés avec la campagne sur les élections "libres" en Pologne, qui nous sont présentées comme un "événement historique", un nouveau pas en avant vers la "liberté". C'est, en effet, sous les auspices de la pérestroïka gorbatchévienne que le syndicat Solidarnosc, a pu participer activement à ce processus de "démocratisation" à travers cette gigantesque entreprise de mystification qu'est la farce électorale en Pologne, comme en URSS, comme partout ailleurs.

Lorsque le capitalisme n'a plus de pain à offrir aux ouvriers, il leur propose des jeux, dans le seul objectif de dévoyer leur colère, leur combativité sur un terrain qui n'est pas le leur, un terrain où ils n'ont rien à gagner, mais au contraire tout à perdre.

UNE "DEMOCRATISATION" POUSSIVE QUI CREE PEU D'ILLUSIONS

Si aujourd'hui, la bourgeoisie en Pologne, comme dans la plupart des pays de l'Est, est contrainte de desserrer l'étoupe du stalinisme, ce n'est certainement pas, comme on cherche à nous le faire croire, parce qu'elle reculerait devant la pression de la classe ouvrière en faveur de la "démocratie". Les conditions d'existence de plus en plus effroyables du prolétariat qui, face à la hausse vertigineuse des prix des denrées de première nécessité, face à la pénurie croissante des biens de consommation, avait depuis le printemps 88 manifesté à plusieurs reprises sa colère, ne peuvent aujourd'hui que contraindre la bourgeoisie à utiliser à l'Est, comme elle le fait à l'Ouest, le mensonge et l'illusion. Et c'est grâce aux forces d'"opposition" (Solidarnosc en tête) qu'elle a pu enfoncer un nouveau coin dans la tête des ouvriers.

Cependant, ces élections "libres", produit de la fameuse "table ronde" entre le gouvernement et Solidarnosc, dont les résultats nous ont été présentés comme une "grande victoire" de la classe ouvrière (cf. RI n°179) révèlent en elles-mêmes le mensonge de cette "démocratisation".

La "démocratie" bourgeoise est partout dans le monde une vaste mystification. Le "pouvoir du peuple" n'existe nulle part, encore moins celui des travailleurs. Même les systèmes les plus "démocratiques" ne sont pas autre chose que le cache-sexe de la dictature sans partage de la bourgeoisie. Mais dans les pays avancés d'Occident, ce système réussit à conserver une apparence de "démocratie" en permettant une alternance au pouvoir de différentes formations politiques.

En revanche, la "démocratisation à la polonaise", qui est supposée reproduire le modèle occidental se heurte à ses propres limites du fait de l'incapacité des États du bloc de l'Est, due à la structure même du régime stalinien (où la classe bourgeoise se

confond avec l'appareil du parti au pouvoir), à supporter une quelconque alternance à la tête de l'Etat. Et c'est bien pour cela que dans les accords conclus entre Solidarnosc et le gouvernement, ce dernier s'était donné toutes les garanties pour conserver la majorité au Parlement (sur les 460 sièges à la Diète, seuls 161 étaient ouverts aux "sans parti", les membres du POUP et de ses partis satellites se réservant d'office les sièges restants).

Et c'est bien parce qu'une grande partie de la population, et notamment la classe ouvrière, n'était pas dupe de cette "démocratisation" trop ouvertement truquée, qu'elle a déserté massivement les urnes. Ainsi, ces élections n'ont fait que confirmer une fois de plus la colère et l'écœurement qu'inspire toujours plus le régime stalinien, en Pologne comme dans tous les pays dominés par un tel régime.

SOLIDARNOSC REDORE SON BLASON

Cependant, les grandes manoeuvres idéologiques de la bourgeoisie polonaise ont remporté un certain succès, comme le révèlent également les résultats des élections au Sénat qui, elles, étaient entièrement "libres" (le gouvernement pouvait, en effet, se permettre une telle "concession" dans la mesure où ce Sénat ne détient aucun pouvoir). Malgré la "victoire" écrasante de Solidarnosc qui a remporté la presque totalité des 100 sièges, ce scrutin s'est pourtant soldé par un fort taux d'abstention (37% au niveau national) notamment dans les principales concentrations ouvrières (près de 50%) telles que Gdansk, Lodz, Szczecin, Katowice... où on avait pu voir, lors des grèves du printemps et de l'été 88, le pompier social Walesa se faire huer par les ouvriers les plus combatifs.

Ainsi, l'un des principaux conseillers de Walesa, B. Geremek, pouvait affirmer à juste raison que ce taux d'abstention aux élections sénatoriales "montre qu'il existe un potentiel de révolte, une explosion possible".

Et c'est bien parce que la bourgeoisie avait prévu le coup qu'on a vu alors la fraction "radicale" de Solidarnosc, s'appuyer sur des éléments populaires tels que A. Gwiazda et Anna Walentinowitch, pour prendre les devants en appelant à l'abstention. C'est en effet, à travers un discours "contestataire", désavouant ouvertement le "traître" Walesa qui a accepté un compromis "inacceptable" avec le gouvernement (notamment en lui faisant la promesse de ne pas appeler à la grève en échange de quelques "libertés démocratiques"), c'est au nom de la non reconnaissance de la "Table ronde" que la gauche de Solidarnosc a appelé au boycott des urnes. Cette stratégie, nous la connaissons bien. C'est celle que défendent depuis toujours les gauchistes dans les pays occidentaux dans le seul objectif de redorer le blason des syndicats.

Ainsi, en canalisant la combativité montante des ouvriers dans la fausse alternative : aller voter derrière Walesa et sa clique ou s'abstenir derrière

la fraction radicale de Solidarnosc, celle-ci participait au maintien des illusions à l'égard du syndicat, préservant la capacité de celui-ci à poursuivre son rôle de saboteur des luttes ouvrières.

Voilà comment les deux mâchoires du piège électoral se sont refermées sur les ouvriers.

Alors que de nouvelles attaques vont s'abattre impitoyablement sur la classe ouvrière (nouvelles hausses des prix déjà prévues d'ici la fin de l'été, fermeture des chantiers navals de Gdansk...), les risques d'explosion sociale sont de plus en plus une menace permanente pour la bourgeoisie. C'est face à cette perspective que les élections récentes ont permis à toutes les forces bourgeoises de préparer le terrain grâce à un judicieux partage des tâches entre d'une part, le gouvernement et Solidarnosc et, d'autre part, entre les différentes tendances au sein-même de Solidarnosc.

Walesa a refusé d'entrer au gouvernement comme le lui proposait Jaruzelski. Mais, en même temps, il déclare : "Nous avons été élus pour jouer le rôle d'opposition au Parlement. Mais comme dans les pays démocratiques, le gouvernement et l'opposition peuvent adopter des positions communes. Il faut développer cette pratique en Pologne". Il appartiendra aux "radicaux" de Solidarnosc, en dénonçant ces "compromissions", de compléter le travail.

En Pologne, comme dans tous les pays, la "démocratie" et toutes ses composantes (syndicales et parlementaires) n'est que la forme la plus pernicieuse de la dictature bourgeoise.

Avril

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

Paris, réunion publique du 17/06 : B.:20F ; JL:10F ; MRX:10F ; H:10F ; Pat:300F ; Br.:300F ; Fr:10F ; M.:30F ; JE:25F ; P.:30F ; LL:50F ; Mallers:100F ; FM:50F ; Gb:50F ; G.:10F.
Tours, réunion publique de mai : Mallers:100F ; Stanley:25F ; Laurence:30F ; Evelyne:50F ; Dédé:50F
Tours, permanence de mai : Laurence:30F ; Stanley:25F ; Hagar:15F ; Dédé:25F ; Bacalao:40F ; NR:25F.
Toulouse, réunion publique du 26 mai :Lu:50F ; JL:100F ; Jol:65F
TOTAL : 1.635,00 F
TOTAL 1989 : 11.933,50 F

EMEUTES DE LA FAIM EN ARGENTINE

FACE A LA REPRESSION, UNE SEULE SOLIDARITE : DEVELOPPONS NOS LUTTES !

■ A son tour, fin mai, l'Argentine a été frappée par des "émeutes de la faim". A leur tour, Buenos-Aires, Córdoba, Rosario, les principales villes du pays, ont vu leurs supermarchés et leurs boutiques pillés par des milliers de gens affamés descendus des quartiers pauvres. Après Sao Paulo, Rio de Janeiro, Caracas... La situation de misère croissante qui prévaut sur le continent sud-américain pousse des populations entières au désespoir.

LA MISERE CROISSANTE DE LA POPULATION.

Au mois de mai, l'Argentine a connu une inflation de 75%. Un taux de 2 000% (!) pour l'année est même craint par les économistes (Le Monde, 27/5/89). En une semaine, la monnaie nationale, l'austral, chutait de 170 à 240 pour un dollar US. Pour la population, cela signifie évidemment une situation catastrophique, sauf pour la minorité de ceux qui ont des revenus en dollars. Ce qui n'est le cas ni des ouvriers bien sûr, ni de l'ensemble des habitants des quartiers pauvres, qui voient le changement deux fois par jour des étiquettes dans les magasins : dans les supermarchés, du personnel est spécialement employé pour afficher les nouveaux prix ! En une seule journée, un ouvrier peut perdre la moitié de son pouvoir d'achat. Inutile de préciser que les salaires ne suivent pas.

Face à une telle décomposition de l'appareil économique, tous les services publics (transports, eau, etc.) se dégradent, empirant encore la vie quotidienne : l'électricité est rationnée et on ne la reçoit que quelques heures par jour.

Dans cette situation dramatique et de plus en plus insoutenable, les explosions de colère dues à la faim éclatent. Les magasins d'alimentation sont

le premier objectif des "émeutes de la faim" qui se multiplient dans le monde. Dans tous les pays, des scènes ont lieu où les marchandises dérobées sont dès la sortie des boutiques publiquement distribuées dans la rue.

LA REPONSE DU CAPITALISME A LA MISERE : LA REPRESSION.

A la faim et à la révolte qu'elle engendre, la bourgeoisie répond par la répression sanglante. C'est le président social-démocrate vénézuélien, C.A. Pérez, à peine élu, qui envoie l'armée, en février dernier, ramener le calme au prix de mille morts et 10 000 arrestations. C'est le président argentin Alfonsín, soutenu par son successeur déjà élu, qui fait rétablir l'ordre : des dizaines de morts et mille arrestations. En Amérique Latine, c'est la démocratie qui réprime sauvagement, démocratie soutenue par la bourgeoisie internationale et particulièrement européenne.

Ces mouvements de révoltes n'ont aucun autre avenir, sinon la répression et les massacres. Ils n'offrent aucune perspective d'amélioration des conditions d'existence, ni même d'arrêt de leur détérioration, pour les populations miséreuses et sans travail s'entassant dans les villes. Encore moins pour les ouvriers ayant encore un emploi.

LA RESPONSABILITE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Seul, le prolétariat peut offrir une perspective à l'ensemble de ces couches appauvries et sans travail qui constituent aujourd'hui, et chaque jour davantage, la grande majorité de la population mon-

diale.

Aujourd'hui, dans ces pays, la classe ouvrière a une responsabilité face à ces révoltes de la faim. Elle ne peut rester indifférente devant les conditions de misère et devant la répression qui, d'ailleurs, ne l'épargnent pas non plus. Elle seule peut limiter leur accentuation. Si elle doit se garder de se laisser aujourd'hui entraîner sur le terrain des émeutes et du pillage où elle perdrait toute force et cohésion de classe, par contre elle ne doit pas hésiter à se défendre, sur son terrain, à partir des usines, contre les attaques économiques et contre la répression. Et cela, le prolétariat sud-américain sait le faire : les luttes ouvrières se développent, malgré leurs limites et leur isolement, comme dernièrement au Pérou et au Brésil. La classe ouvrière en Argentine a aussi une longue expérience : les luttes de 1968 à Córdoba et Rosario justement.

Quant à nous, ici en Europe, dans les principaux pays capitalistes, nous ne pouvons non plus rester indifférents. Nous devons affirmer notre solidarité face à la paupérisation absolue et à la répression. Celle-ci ne peut s'exprimer que d'une seule manière : par le développement des luttes ouvrières. Défendre nos propres conditions d'existence, c'est limiter le déchainement non seulement de notre propre misère, mais aussi, indirectement, celle de nos frères de classe dans les pays de la périphérie du capitalisme. C'est donner confiance aux ouvriers de ces pays dans la force et l'avenir révolutionnaire du prolétariat international. C'est leur donner confiance dans leur propre lutte et responsabilité vis-à-vis des masses misérables, affamées et sans travail.

R.L.

LE VRAI VISAGE DU CAPITALISME (suite de la page 1)

-la fameuse politique d'"ouverture" de Deng Xiao Ping- visant à éliminer les secteurs anachroniques et déficitaires du capital chinois, et à développer les secteurs de pointe et d'exportation. Pour la classe ouvrière, le prix à payer de ces réformes économiques a été une austérité draconienne, le développement d'une inflation galopante et une chute du niveau de vie. Et c'est face à cette dégradation accélérée des conditions d'existence de la population que, depuis plusieurs années, le mécontentement social grandit en Chine comme partout dans le monde. De nombreuses grèves et manifestations ouvrières ont éclaté ces dernières années, qui n'ont trouvé en face d'elles que la répression la plus féroce.

C'est bien pour cette raison que se pose à la bourgeoisie chinoise, avec la même urgence que pour celle d'URSS et des pays de l'Est ou encore que dans pratiquement tout le continent Sud-américain, la nécessité d'adapter son appareil d'Etat et ses mystifications de manière à justifier ses attaques anti-ouvrières et surtout de contrôler les réactions à celles-ci en mettant en place des moyens d'encadrement des luttes ouvrières et des "forces d'opposition", telles que Solidarnosc en Pologne. Toute une fraction du capital chinois, représentée au sein du parti stalinien par les Hu Yaobang et autres Zhao Zi Yang (tous deux protégés un temps par Deng Xiao Ping lui-même) pousse dans le sens d'une telle adaptation de l'appareil d'Etat. Mais la Chine n'est pas la Pologne, ni même l'URSS.

Ainsi la mise en place des réformes "libérales" de l'économie elles-mêmes avait déjà provoqué des tiraillements et des tensions de plus en plus fortes au sein de l'appareil stalinien qui regroupe les différents secteurs de la bourgeoisie chinoise. En particulier de larges fractions de l'appareil d'Etat, qui contrôlent les immenses régions agraires où 800 millions de paysans vivent dans des conditions quasi-féodales, les représentants au sein du parti des secteurs les plus anachroniques du capital chinois, ainsi qu'une bonne partie de l'armée, voyaient déjà d'un mauvais œil des réformes économiques risquant de remettre en cause les bases de leur domination. Dans ce contexte, la mise en place d'une "Glasnost à la chinoise", même si elle est appelée de ses vœux par l'ensemble de la bourgeoisie internationale, se heurte avec encore plus de violence qu'en URSS à la rigidité de l'appareil stalinien et à la structure d'une bourgeoisie dont les intérêts économiques sont étroitement liés aux privilèges du pouvoir.

Durant des années Deng Xiao Ping a personifié le fragile équilibre qui régnait à la tête du PC chinois et de l'armée. La détérioration accélérée de la

situation économique et l'aggravation des rivalités entre les différentes cliques, exacerbées par la question de la succession de Deng Xiao Ping, ont ouvert la voie à une guerre ouverte au sein du parti. La succession des événements depuis trois mois -et tout ce que les médias ont appelé "le printemps de Pékin"- n'en ont été que les sinistres péripéties.

Jouant son va-tout, Zhao Zi Yang a lancé une gigantesque campagne démocratique, en utilisant dans la plus pure tradition maoïste la masse de manoeuvre des étudiants, pour tenter d'imposer à chaud sa politique à l'ensemble du capital chinois. Tout le "mouvement étudiant" de Tian An Men, même s'il s'est déroulé sur un fond de mécontentement profond dans l'ensemble de la population, n'a été du début à la fin qu'une manoeuvre politique et idéologique de cette fraction de la bourgeoisie chinoise. Les cliques rivales -qui doutent de leur côté de l'efficacité et de la possibilité de mettre en place des formes "démocratiques" d'encadrement-, et derrière lesquelles a fini par se ranger le "père des réformes" Deng Xiao Ping lui-même, ont réagi avec la plus grande brutalité.

Même si elles représentent en partie des intérêts divergents au sein du capital chinois, les cliques qui s'affrontent aujourd'hui n'utilisent les arguments idéologiques que comme paravents. Les organisateurs actuels de la répression peuvent aussi bien se transformer demain en "démocrates" pour mieux abuser les ouvriers. Jaruzelski et Chadli ont montré l'exemple. Pour les populations et pour la classe ouvrière, la réalité reste la même : la décomposition accélérée dans laquelle s'enfoncent le capitalisme mondial est porteuse de convulsions toujours plus violentes et d'une barbarie croissante.

UN TERRAIN PIEGE POUR LE PROLETARIAT

Dans cette guerre de succession entre les différentes cliques de la bourgeoisie chinoise par manipulation des masses interposées, il n'y a aucun terrain de lutte pour la prolétariat. En Chine la classe ouvrière a refusé de se mobiliser derrière les étudiants, malgré les appels répétés de ceux-ci. Dans les grandes villes industrielles du Sud, comme Shanghai et Canton, les ouvriers ont au contraire réagi par une saine méfiance, refusant de se mettre en grève pour soutenir Zhao Zi Yang -clairement et à juste titre identifié comme un des premiers responsables des attaques contre leurs conditions de vie- comme le leur demandaient les étudiants. Le seul mo-

ment qui ait jeté des ouvriers dans la rue a été celui de la répression, beaucoup plus par haine du régime en place, par colère contre l'entrée des chars que pour soutenir les revendications étudiantes.

Même si le prolétariat chinois a montré par des grèves ces dernières années et par sa volonté de résister à la répression sa combativité grandissante, il n'y a pas aujourd'hui de possibilité pour lui de développer sa lutte sur son terrain de classe. Encore moins que durant les semaines précédentes, où le terrain était totalement miné par l'agitation étudiante et "démocratique" ne lui laissant à aucun moment l'occasion de s'affirmer sur son terrain, la situation aujourd'hui où la répression bat son plein n'est favorable au développement de luttes ouvrières. Cela a été au contraire une force des ouvriers, au lendemain du coup de force du 3 juin, de rester sourd aux appels à la grève générale et, comme à plusieurs endroits, de chercher plutôt à se regrouper, en se rendant à l'usine malgré le blocage des transports lié à l'occupation militaire, pour se retrouver et discuter de la situation. Ce n'est pas par hasard si aujourd'hui, la bourgeoisie chinoise profite de "l'ordre rétabli" pour déchaîner une répression sélective extrêmement féroce, qui vise ouvertement, non les chefs étudiants et les apprentis bureaucrates dont elle sait avoir besoin demain, mais les éléments ouvriers qui commencent à tirer les leçons de ces événements. Elle sait où se trouve son véritable ennemi. (1)

La possibilité pour le développement en grand des luttes ouvrières en Chine, capables d'imposer un rapport de forces en sa faveur, dépend fondamentalement de la force internationale de la classe ouvrière. Les événements de Chine viennent une fois de plus rappeler la responsabilité de la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme. La première réponse de classe à la barbarie meurtrière du capitalisme, et la plus décisive, c'est la poursuite et le renforcement des luttes ouvrières en Europe occidentale.

PE

(1) Et avec elle, la bourgeoisie occidentale le sait aussi. Comme l'a déclaré crûment un ancien ambassadeur américain à Pékin : "Je crains que nous ne devions nous attendre à d'autres exécutions, mais j'espère que les personnes exécutées continueront à être des gens situés à la périphérie du mouvement étudiant (sic !) plutôt que des étudiants".

Les démocrates d'aujourd'hui sont les bourreaux de demain

■ Les événements de Chine ont fourni à l'ensemble de la bourgeoisie l'occasion de renforcer comme jamais ses campagnes médiatiques sur "les bienfaits de la démocratie". On veut nous faire croire que la "démocratie" est une garantie contre le déchaînement de la répression, que les deux sont contradictoires. L'utilisation de la violence armée et de la répression pour garantir l'ordre social serait soi-disant l'apanage des dictatures stalinienne ou militaires.

Tout ce vacarme ne doit pas aveugler la classe ouvrière. Rappelons-nous de l'insurrection ouvrière de Berlin en 1919, écrasée dans le sang par les "corps francs" de la jeune république bourgeoise et par ses ministres "socialistes". Hier au Venezuela, c'est l'ami de Mitterrand, le social-démocrate Carlos Andres Perez qui lançait son armée "démocratique" contre les émeutes de la faim, faisant plusieurs milliers de morts. Aujourd'hui l'Etat "démocratique" argentin répond par une répression sauvage à la révolte de la population de Buenos Aires contre la misère.

Il n'y a aucun antagonisme entre démocratie et répression. Bien au contraire. Elles ne sont que deux faces inséparables de la domination capitaliste. La terreur policière et militaire et le mensonge démocratique se complètent en permanence et se renforcent l'un l'autre. Les tortionnaires d'hier, comme Jaruzelski, comme Chadli en Algérie, jouent aujourd'hui aux "démocrates". Gorbatchev, le héros de la "démocratisation", envoie ses troupes réprimer l'agitation en Ouzbékistan, en Georgie et ailleurs. Deng Xiao Ping, aujourd'hui mis au ban de la bonne conscience démocratique internationale, était il y a encore quelques semaines l'interlocuteur privilégié des grands dirigeants de ce monde. Comme lui, tous les "démocrates" d'aujourd'hui sont les bourreaux de demain.

Alors que le battage démocratique résonne de manière assourdissante sur toute la planète, de l'Est à l'Ouest, les massacres succèdent aux massacres comme jamais auparavant. Birmanie, Algérie, Venezuela, Argentine, Nigéria, URSS... Des dizaines de milliers de morts en quelques mois. La Chine vient ponctuer provisoirement une longue liste sinistre.

Plus ce système en décomposition déchaîne sa barbarie et plus la classe dominante s'efforce d'endormir les exploités par ses campagnes de diversion démocratique. Les ouvriers ne doivent pas se laisser bercer ni illusionner. Demain quand ils mettront en cause la domination de la bourgeoisie pour en finir avec ce monde de mort et de misère, c'est à la répression "démocratique" qu'ils auront à faire face.

Réunion publique à Paris sur les événements en Chine NE PAS TOMBER DANS LE PIEGE DEMOCRATIQUE

■ L'Etat capitaliste massacre en Chine. C'est sur ce thème que s'est tenue une Réunion Publique à Paris à la mi-juin. Si nous ayons décidé de traiter ce sujet, dans une situation où tous les secteurs de la bourgeoisie mondiale (ou presque) versent des larmes de crocodiles sur les milliers de morts que l'armée a laissés derrière elle, ce n'est pas pour ajouter notre voix à celles des pleureuses. Non ! Notre souci premier, en tant qu'organisation révolutionnaire, est de nous adresser à la classe ouvrière pour lui dire que non seulement ceux qui pleurent aujourd'hui les morts chinois -les Bush, Mitterrand, etc.- sont tout à fait décidés à faire la même chose chez eux si c'est nécessaire au maintien de leur pouvoir ; mais aussi pour lui dire que les manifestations des étudiants chinois pour la démocratie sont l'expression d'une lutte entre cliques au sein de l'appareil politique chinois. Et qu'en aucun cas, les ouvriers ne doivent s'engager sur ce terrain parce qu'ils ne peuvent y trouver que la défaite, physiquement et politiquement.

Dans le débat, deux camarades sont intervenus pour critiquer très fortement ce qu'ils jugent être des incohérences et de l'indifférentisme dans l'analyse du CCI. Les critiques de ces deux intervenants différaient sur tel ou tel aspect, mais sur le fond participaient, en fait, d'une même démarche. Ainsi, concernant l'aspect des prétendues incohérences, pour l'un comme pour l'autre, il faut souligner que le CCI affirme d'une part que la situation actuelle en Chine et dans le monde pose des difficultés énormes à la bourgeoisie, et d'autre part défend l'idée que la classe ouvrière ne doit pas s'engager dans le conflit actuel. Pour ceux qui nous critiquaient, le fait de dire que dans la situation présente, la bourgeoisie est obligée de porter des attaques de plus en plus dures contre la classe ouvrière alors même que celle-ci a montré, à travers le monde, sa volonté et sa capacité de résister, cela donc devrait amener les révolutionnaires à appeler les ouvriers au combat en toutes occasions. Ce qui est une erreur grossière.

Pour ce qui est de l'indifférentisme, l'idée est un peu la même. On nous reproche de ne pas donner d'orientation de lutte aux ouvriers, alors que nous sommes dans une situation où les motifs de se battre sont nombreux (misère, répression...) dans un cours qui est et demeure aux affrontements de classe -à la différence des années 30 en Espagne par exemple. En somme, nous laisserions les ouvriers sans directives alors qu'une brèche serait ouverte dans la défense de la bourgeoisie.

Ces critiques sont graves, même si elles ne sont pas sérieuses, parce que non basées sur une analyse correcte de la situation. D'abord la vision qui s'exprime de la situation repose plus sur des émotions -en soi très justifiées- face à la barbarie de

la répression plutôt que sur la compréhension du fait que les manifestations étudiantes du mois de mai étaient purement et simplement l'expression d'une lutte entre cliques au sein de la bourgeoisie.

Penser que dans un tel contexte les ouvriers aient pu entrer en lutte sur leur terrain de classe, ce n'est rien d'autre que de l'aveuglement et de l'irresponsabilité.

Penser que les ouvriers auraient dû entrer en lutte derrière les revendications "démocratiques" des étudiants, ce n'est plus seulement de l'aveuglement, c'est un crime.

Et la thèse de "la brèche" aux forts relents trotskistes, associée cet aveuglement ou cette attitude criminelle à une ignorance de l'histoire de la classe ouvrière, le tout baignant dans une sauce sentimental-radicaliste !

Pourquoi les ouvriers ont-ils été les grands absents de ce "printemps de la démocratie" ? Et plus encore, les ouvriers ont-ils eu tort ou raison de ne pas s'engager dans la "brèche ouverte" par les étudiants-démocrates, supporters de Zhao Zi Yang ? Répondre à ces questions, c'est mettre en lumière le niveau de compréhension qui existe dans la classe ouvrière en Chine et partout dans le monde. C'est comprendre que les ouvriers ne sont pas décidés aujourd'hui à marcher derrière une fraction bourgeoise à la différence des années 30.

Et pour les organisations révolutionnaires, pour l'ensemble du milieu politique, la question est cruciale ! Soit on défend l'idée que les ouvriers en Chine, ce printemps n'avaient rien à faire derrière les étudiants démocrates, et l'on affirme qu'ils ont eu raison de préserver leurs forces pour les gigantesques combats qui les attendent ; soit on dit que d'une façon ou d'une autre les ouvriers devaient entrer dans la bataille sur un terrain qui n'est pas le leur. Dans ce dernier cas il faut savoir que, comme c'est arrivé à la minorité de la Fraction italienne (voir notre brochure "La Gauche Communiste d'Italie") à propos de la guerre d'Espagne, on finit dans le camp de la contre-révolution ! Pour le CCI le choix est fait de façon irréversible. Comme les camarades de la majorité de la Fraction en 36, comme les bolchéviks en juillet 17, nous appelons les ouvriers à ne pas s'engager dans des combats perdus d'avance, et encore plus, quand ils ne se situent pas sur leur terrain propre. Parce que le but de la bourgeoisie aujourd'hui est justement de chercher à entraîner les ouvriers dans la défense de la "démocratie", en noyant les intérêts ouvriers dans ceux des défenseurs de la "liberté" et de la "démocratie", en fait derrière les intérêts de la bourgeoisie, pour les amener à se battre et à se faire massacrer pour une fraction de la bourgeoisie contre une autre. Il s'agit d'une frontière de classe.

P.

CONFERENCE DE L'OTAN

**DERRIERE LES DISCOURS DE PAIX,
LES MENACES DE GUERRE**

■ Nous avons montré dans les numéros précédents de RI comment les différentes négociations sur le désarmement (euro-missiles, armes chimiques, armements conventionnels) étaient des campagnes pacifistes qui n'avaient pour but que d'endormir l'attention des ouvriers sur les préparatifs de guerre que réalisent les deux blocs impérialistes. Ces dernières semaines, ce que nous avions dit a été pleinement confirmé par la Conférence de l'OTAN à Bruxelles et, en particulier, par le président du pays qui a le leadership du bloc occidental : les USA.

Oui, ils nous ont dit qu'ils préparaient la guerre, et ils nous l'ont dit à plusieurs occasions.

Tout d'abord, la conclusion de la discussion entre Américains et Allemands à Bruxelles a été que les missiles nucléaires à courte portée (SNF) installés en RFA seront non seulement maintenus mais modernisés. Le sens de cette décision est simple : le bloc US doit garder la supériorité militaire à tous les niveaux. Si une guerre éclatait en Europe, et si les forces militaires "conventionnelles" du bloc occidental étaient en difficulté, les Américains auraient recours aux missiles à courte portée, et si l'engrenage aboutissait à un conflit d'encre plus grande ampleur, les USA attaqueraient avec les missiles stratégiques portés par les sous-marins ou implantés aux USA. C'est ce que l'OTAN appelle la possibilité de "réponse flexible".

Et il n'y a pas à différencier Bush des membres européens de l'OTAN : les USA et la RFA sont pleinement d'accord sur le niveau d'armement qu'il faut installer face à l'URSS, la RFA n'a jamais contesté

l'ensemble de l'armement américain ; ce que les USA ont fait savoir par cette discussion, c'est qu'il était hors de question que les problèmes politiques internes de l'un des pays, même s'ils sont aussi provisoires que peuvent l'être des échéances électorales, ne peuvent en aucun cas être une raison d'amoindrir, aussi peu que ce soit la supériorité militaire de l'Ouest. Quand à Mitterrand, il a été au premier rang des campagnes pacifistes depuis longtemps ; on ne peut donc s'étonner qu'il ait revendiqué auprès de Bush que la France garde ses avions porteurs de bombes nucléaires, et on ne peut s'étonner que Bush ait accueilli cette "revendication" avec la plus grande bienveillance.

Quel est le but de cet armement ? Est-ce "la dissuasion" ? C'est Bush qui en la matière met les points sur les "i" : "Le mur de Berlin est un monument de l'échec du communisme", "la liberté naîtra d'une seule idée : la démocratie", "l'Europe doit être libre, elle doit cesser d'être divisée", "le monde a assez attendu, le temps est venu". En d'autres termes, cela signifie que le bloc occidental doit s'organiser pour faire reculer l'URSS - y compris en Europe -, alors que depuis Yalta, l'Europe de l'Est avait été considérée comme une chasse gardée de l'URSS. Et le Chancelier allemand H. Kohl n'a pas attendu pour surenchérir sur la nécessité de l'unité allemande : "Nous ressentons la persistance de la division de l'Allemagne comme une blessure ouverte".

Autre élément significatif de l'accroissement des tensions : alors que tous les traités de désarmement pourraient laisser penser que l'organisation militaire se justifie moins, c'est exactement l'inverse

que n'a cessé de répéter G. Bush : "l'Alliance Atlantique doit être plus forte que jamais" a-t-il été dire au gouvernement italien, présenté à l'occasion comme le bon sujet de l'Alliance Atlantique parce que le plus fidèle. Dans un tel renforcement de l'OTAN, Bush affirme que l'Europe doit tenir une place de plus en plus importante : "une Europe forte et unie, cela signifie une Amérique forte" a-t-il affirmé à Bruxelles - voilà le sens de l'axe militaire franco-allemand qui est de plus en plus à l'ordre du jour.

Que le bloc de l'Ouest remette en cause la division de l'Europe et montre clairement quel est le sens de la course aux armements signifie que contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le monde ne va pas vers la paix, mais au contraire que la tension entre les blocs s'accroît d'une manière extrêmement importante.

Cette exacerbation des tensions se fait en vue soi-disant d'une plus grande unité de l'humanité. L'Europe doit devenir une "maison commune" des européens, nous clame-t-on de toutes parts. Les discours de Bush que nous venons de citer sont de véritables appels à la guerre et à la croisade contre le bloc de l'Est sous couvert de plus de liberté et de plus de paix entre les peuples. Bush nous montre ainsi quel est le vrai sens du pacifisme : faire croire au prolétariat que les Etats préparent la paix dans le but d'endormir sa vigilance pour finalement le précipiter dans la guerre au nom "de la paix".

J. Saugé

MORT DE KHOMEINY

UNE AUBAINE POUR LE BLOC OCCIDENTAL

■ A grands renforts de médias, de reportages méprisants sur les foules iraniennes en délire, c'est avec soulagement que la bourgeoisie occidentale a accueilli la mort de Khomeiny. Pas ouvertement, mais tous, têtes de blocs et pays arabes en premier lieu, ont exprimé à cette occasion l'espoir que la mort de cet assassin notoire accélère la remise au pas définitive de l'Iran au sein du bloc occidental. Ainsi Bush espérait que désormais "l'Iran décidera d'adopter un rôle responsable dans le monde" ; la France déclarait, par la voix de Roland Dumas, que la mort de Khomeiny était "un événement important" et attendait que l'Iran "reprenne la place à laquelle il a droit dans la communauté internationale". En clair, que l'Iran réintègre sa place dans le dispositif guerrier du bloc US.

La pression diplomatique d'ensemble qu'expriment ces déclarations est donc un appel du pied aux fractions pro-occidentales "modérées" à en profiter pour renforcer leur position au sein de l'Etat iranien et un moyen de leur faire savoir qu'elles peuvent compter sur le bloc dans le sens de ce renforcement. Le retour de l'ambassadeur de France à Téhéran quelques jours après la mort de Khomeiny est significatif à cet égard. Ce n'est plus la menace qui prévaut dans le discours des dirigeants occidentaux, mais "l'espoir" !

Et en effet, après la mort de Khomeiny, "seul maître après Dieu", ceux-ci peuvent attendre "une plus grande ouverture" de l'Iran vers le bloc US. L'arrêt de la guerre Irak-Iran en juillet 88 avait été un des signes les plus sérieux de cette remise au pas de l'Iran, rendu exsangue par cette guerre alimentée durant 8 ans par les USA dans le but de le mettre à genoux économiquement. C'est d'ailleurs acculé que Khomeiny avait accepté de signer le cessez-

le-feu, "décision plus difficile à prendre que d'absorber un poison mortel", sous la pression des "modérés" comme Rafsandjani.

Cependant l'affaire de l'Irangate et la multiplication des menaces terroristes avec l'affaire des "Versets Sataniques" avaient manifesté depuis le durcissement des luttes de cliques, avec la volonté de Khomeiny de ne pas "lâcher le morceau". L'éviction en janvier 89 de son "dauphin", l'imam Montazeri, à cause de ses appels à libéraliser le régime, montrait clairement cette réaction de la fraction dure au sein de l'Etat. Mais la mort du "guide suprême", et la réforme en cours au sein de la constitution iranienne, vont certainement permettre aux "modérés" de s'installer au pouvoir. Ainsi un double mouvement s'est annoncé avec la nouvelle constitution :

-la centralisation du pouvoir exécutif dans les mains du président de la République, qui sera probablement Rafsandjani, tête de file des modérés (malgré ses appels à "tuer des Américains, des Anglais, des Français", qui avaient pour but d'assurer sa position face aux durs) ;

-la disparition pure et simple du rôle de "Guide suprême" qui, dans la constitution khomeiniste, laissait toute latitude à tous niveaux d'orientation et de décision au porteur de ce titre.

Rafsandjani, seul candidat à la présidence de la République ("une présidence à l'américaine" -c'est lui qui le dit-), a derrière lui l'armée, dont il est le chef, les "gardiens de la révolution" et les Pasdarans, qui tous lui ont fait allégeance officielle à la mort de Khomeiny. Quant à Khamenei, modéré notoire, nouveau "Guide de la Révolution" sans aucune valeur idéologique ni politique, il soutient ouvertement Rafsandjani avec lequel il a élaboré la

nouvelle constitution. Il semble donc bien que la bourgeoisie occidentale ait toutes les raisons d'espérer et que la fraction modérée, pro-occidentale, l'emporte dans l'Etat iranien.

Nous allons certainement entendre de suaves discours des dirigeants et des médias occidentaux sur les nouveaux dirigeants iraniens, "travaillant à la stabilité et à la paix dans le Golfe". Il ne faudra pas oublier qu'ils étaient là, aux côtés de Khomeiny, pour envoyer des millions d'iraniens se faire tuer pendant la guerre du Golfe, qu'ils ont participé à commanditer les attentats terroristes, dont ceux de Paris, et que c'est à ceux-là aussi que les bourgeoisies du bloc US, France en particulier, vendaient les armes pour faire la guerre et tuer.

"L'intérêt du peuple", "la paix", de vains mots pour tous, pour Khomeiny, comme pour les nouveaux dirigeants, comme pour nos dirigeants. La misère et la guerre vont encore s'accroître, implacablement, pour les millions d'iraniens, non plus pour "la révolution islamique" mais pour les intérêts du bloc US. Croire le contraire, c'est se bercer d'illusions et ne pas se rendre compte de l'extraordinaire fourberie de la bourgeoisie, qu'elle soit islamique, libérale ou stalinienne.

Avec la perspective de l'Iran reprenant à nouveau sa place dans l'échiquier du dispositif impérialiste US et dans une offensive occidentale qui vise à restreindre de plus en plus la marge de manoeuvre impérialiste de l'URSS, à l'encercler directement sur ses frontières, les tensions guerrières ne peuvent que s'aiguïser et s'aggraver. De paix et de stabilité, il ne peut y en avoir dans ce système qui pousse à nous entraîner vers le néant.

PPR

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème :

Les années 80 : BILAN DE 10 ANNEES DE LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

LILLE :
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine. Attention, il n'y aura pas de vente de la presse au mois d'août.
Comme tous les ans, nous animerons un stand à la Braderie de Lille le dimanche 3 septembre toute la journée.

LYON :
Permanence les mercredis 12 juillet et 30 août de 18h à 19h au café "Le Français" 2, place A. Poncet, Métro Bellecour.
Vente de la presse au marché aux puces de Vaulx-en-Velin, le 10/09/89 à partir de 11h30.

MARSEILLE :
Vente de la presse le samedi 9 septembre au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

METZ :
Vente de la presse au marché aux puces, parc des expositions de la Foire Internationale, les 1 et 22 juillet, les 5 et 19 août et les 2 et 16 septembre, de 8h à 10h30.

NANTES :
Réunion publique le samedi 22 juillet à 17h au "café du Midi" 33, rue Appert.
Permanence les vendredis 7 juillet, 24 août et 1er septembre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 8 juillet, 5 août et 16 septembre de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Permanence les samedis 8 juillet et 22 juillet de 17h à 19h, au 27 avenue de Choisy, M° Pte de Choisy et le samedi 19/08 au café "le Canon de la Nation", M° Nation à 17h.

TOULOUSE :
Réunion publique le vendredi 28 juillet à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les vendredis 7 juillet et 8 septembre à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les dimanches 9 juillet et 10 septembre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :
Permanence le samedi 29 juillet à 17h, au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les samedis 8 juillet et 9 septembre de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

LE COMMUNISME EST LE SEUL AVENIR DE L'HUMANITE

(Suite de la page 8)

d'échange, que l'appropriation privée des moyens de production se heurte au caractère de plus en plus social de celle-ci. En d'autres termes, le capitalisme se décompose parce qu'il produit pour le marché et que celui-ci se sature de plus en plus, parce qu'il est basé sur l'exploitation du travail salarié et que la plus-value produite par cette exploitation ne trouve plus où se réaliser, c'est-à-dire s'échanger contre des biens qui pourraient entrer dans un cycle de reproduction élargie du capital.

Les caractéristiques économiques du communisme sont donc les suivantes :

- le seul mobile de la production est la satisfaction des besoins humains ;
- les biens produits cessent d'être des marchandises, des valeurs d'échange, pour devenir uniquement des valeurs d'usage ;
- cadre trop étroit pour un processus productif devenu de plus en plus social, la propriété privée des moyens de production, qu'elle soit individuelle comme dans le capitalisme des origines ou étatique comme dans le capitalisme décadent, cède la place à leur socialisation, c'est-à-dire à la fin de toute propriété, partant, de toute existence de classes sociales et, donc, de toute exploitation.

LE COMMUNISME : UNE NECESSITE ET UNE POSSIBILITE HISTORIQUES

A cette description est souvent opposée l'objection : "puisque ce sont là les caractéristiques d'une société idéale, la plus propice au développement humain, pourquoi une telle société n'est-elle pas déjà apparue dans le passé ? En d'autres termes : pourquoi, aujourd'hui, une telle société serait-elle possible, alors qu'elle ne s'est pas réalisée dans le passé ?". A cette question, le marxisme donne une réponse sérieuse et rigoureuse. Il explique qu'une des caractéristiques essentielles de l'évolution de l'humanité est le développement de ses forces productives, en d'autres termes de la productivité du travail humain. A chaque niveau de développement de ces forces productives a correspondu un type donné de rapports de production, c'est-à-dire des relations établies entre les hommes dans l'activité de production des biens destinés à satisfaire leurs besoins. Dans les sociétés primitives, la productivité du travail est tellement faible qu'elle suffit à peine à satisfaire les besoins physiologiques élémentaires des membres de la communauté. De ce fait, l'exploitation et l'inégalité économique sont impossibles dans la mesure où, si certains individus s'approprient ou consomment des biens en quantité plus grande que d'autres, ces derniers seraient incapables de survivre. L'exploitation, en général sous forme d'esclavage des membres des communautés vaincues

dans des conflits territoriaux, ne peut apparaître que lorsque, à grands traits, la production moyenne d'un homme dépasse le minimum physiologique. Mais, entre la satisfaction de ce minimum et une pleine satisfaction des besoins matériels et par suite intellectuels des hommes, il existe toute une marge de développement de la productivité du travail (c'est-à-dire de maîtrise de la nature) qui, historiquement, sépare justement la dissolution du communisme primitif de la possibilité du communisme supérieur. De la même façon que ce n'est pas parce que l'homme était "naturellement" bon qu'il n'exploitait pas ses semblables dans le premier, ce n'est nullement parce qu'il est "mauvais" qu'il l'a fait depuis et jusqu'à nos jours. L'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence de privilèges économiques, ont été possibles parce que la production humaine moyenne était supérieure au minimum physiologique et nécessaires parce qu'elle ne pouvait pas satisfaire pleinement les besoins de la totalité des membres de la société.

Et tant que ce n'était pas le cas, le communisme était impossible. Mais c'est justement une telle situation que le capitalisme a radicalement modifiée. Par l'énorme progrès qu'il a permis de faire faire à la productivité du travail, en exploitant méthodiquement les découvertes scientifiques, en généralisant le travail associé, en mettant en oeuvre les richesses naturelles et humaines du monde entier, mais aussi, évidemment au prix d'une intensification de l'exploitation inconnue jusqu'à lui, il a enfin créé les bases matérielles du communisme. En se rendant maître de la nature, il a créé les conditions pour que l'homme puisse être son propre maître.

SEUL LE COMMUNISME PEUT SAUVER LA SOCIETE HUMAINE

Et c'est bien ce que la crise du capitalisme vient démontrer une nouvelle fois. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une société plonge la plus grande partie de ses membres dans la misère, non pas parce qu'elle ne produit pas assez, mais parce qu'elle produit trop, eu égard aux lois qui la régissent.

Avant le capitalisme, l'humanité a connu des crises, mais jamais des crises de surproduction. Aujourd'hui ce mal congénital propre au système capitaliste se révèle avec une ampleur inégalée : la montée inexorable du chômage, le sous-emploi croissant de l'ensemble des moyens de production, leur destruction massive dans des guerres de plus en plus meurtrières et étendues, démontrent que les véritables utopistes sont ceux qui espèrent encore réformer ce système dans le sens d'une plus grande harmonie, d'une meilleure satisfaction des besoins des hommes, sans le bouleverser de fond en comble.

L'ensemble des événements économiques, politiques et militaires depuis une vingtaine d'années témoigne du fait que l'humanité, si elle reste livrée aux lois du capitalisme, s'achemine vers un troisième holocauste auprès duquel les deux premiers faisaient figure d'un simple amusement. Si l'incroyable puissance destructive des conflits impérialistes passés démontrait que l'homme s'était rendu suffisamment maître de la nature pour établir la société communiste, cette maîtrise de la nature, qui est allée en se renforçant, l'a rendue maintenant capable de détruire l'humanité. Ce n'est donc pas seulement pour assurer l'épanouissement de l'espèce humaine que le communisme est aujourd'hui nécessaire, mais plus simplement pour permettre sa survie.

FM

APPEL AUX LECTEURS :

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entreprenant par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LIBRAIRIES

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
"Mimesis", 58 rue de Grassis
"Machine à Lire", 13 rue de la Devise
BREST : "Graphitis", place St Louis
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente
"Librairie Jean Rome", 1 rue des Gras
"Maison de la Presse, place de Jaude"
DUNKERQUE : "Maison de la Presse", 34 rue Poincaré
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
"Maison de la Presse, place de la Trémoille"
LE HAVRE : "Presse des Halles",
27 place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
"Centre Culturel Libertaire", 1-2 rue du Péage,
(Métro Fives)
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7ème)

MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
"Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte. 13005"
"Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martigues"
"Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat"
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : "Maison de la Presse, rue de la République"
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
"Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame
de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
TOULON : "Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc"
"Le Vulcain", quai Stalingrad, 83 La Seyne sur Mer
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
"FNAC", 1 bis place Occitane
"Les Arcades", place du Capitole

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :

ISSN 0336 464 X

Lisez la Revue Internationale No 58

LES MANOEUVRES BOURGEOISES
CONTRE L'UNIFICATION DE LA LUTTE DE CLASSE

Un mensonge dans la continuité du stalinisme
LA PERESTROIKA DE GORBATCHEV

Comprendre la décadence du capitalisme (VII)
LE BOULEVERSEMENT DES FORMES IDEOLOGIQUES

A la mémoire de Munis
UN MILITANT DE LA CLASSE OUVRIERE

Contribution pour une histoire du mouvement
révolutionnaire :

Introduction à
HISTOIRE DE LA GAUCHE GERMANO-HOLLANDAISE

PUBLICATIONS DU C.C.I.:

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la
publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 STOCKHOLM - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 - R.F.A.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse
autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI :
abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale :
abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU C.C.I. :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES
ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F pour frais d'envoi

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE
D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC
d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi

BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011 PARIS
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

CONTRE TOUS LES MENSONGES A L'OUEST COMME A L'EST, LE COMMUNISME EST LE SEUL AVENIR DE L'HUMANITE

"Sur la plus grande place du monde s'est joué, pendant près de deux mois... l'un des événements majeurs du siècle : l'agonie tourmentée du communisme... A l'Est, le monde tourne à l'envers. En cette année du Bicentenaire des droits de l'homme et du citoyen, 1789 et 1848 l'emportent sur 1793 et sur 1917 ; la démocratie pluraliste et l'initiative privée sont devenues les horizons du monde communiste..."

(Serge July, "L'agonie du communisme", Cahier spécial de "Libération" sur la Chine)

Serge July dirige le journal officieux du gouvernement français. Ce journal n'a jamais manqué une occasion de se mettre au service des campagnes les plus répugnantes de la bourgeoisie. Ce qu'on y lit aujourd'hui est significatif. "Libération" n'est qu'un des porte-parole d'une énorme campagne bourgeoise, à l'échelle mondiale, destinée à faire passer un autre message : "Le communisme se meurt ! Vive le capitalisme !". Et au niveau français, il apporte sa pierre à tout le battage sur le "Bicentenaire", destiné à convaincre les ouvriers en France de la chance qu'ils ont d'être

exploités de plus en plus féroce dans la "Patrie des droits de l'homme". En décrétant que "1789 a enterré 1917", on affirme bien fort que "La révolution prolétarienne n'a aucun futur, seule la domination bourgeoise a un avenir". Et pour enfoncer cette idée dans la tête des ouvriers, aucun mensonge n'est trop grossier. July, et ses complices de "L'Événement du jeudi" et de bien d'autres journaux qui font leur couverture avec le même mensonge, savent aussi bien que Gorbatchev que le stalinisme (de même que l'Etat "soviétique" gorbatchevisé) n'est pas l'héritier de la révolution prolétarienne de 1917, mais son fossoyeur. Tant pis ! Il ne faut pas faire dans la dentelle. Il faut reprendre à son compte la phrase de Goebbels, spécialiste de la propagande du régime nazi : "Un mensonge énorme porte en lui une force qui éloigne le doute". Car les enjeux aujourd'hui sont cruciaux. Toutes les campagnes que mène la bourgeoisie pour essayer de faire croire que le capitalisme n'est pas si mauvais (campagnes pacifistes, "contre la faim",

pour les "droits de l'homme", pour "la défense de l'environnement", etc.) se heurtent de plus en plus à la réalité d'un système qui s'enfoncé et se vautre toujours plus dans la crise, les guerres, les famines, le chômage, la répression, la terreur, le pourrissement généralisé de tous les rapports sociaux. Et cela à un moment où la classe ouvrière développe de façon croissante ses combats et sa conscience.

Alors il faut pour la bourgeoisie l'affirmer bien fort : "De toutes façons, il n'y a pas mieux. Ouvriers, ne rêvez pas à une autre société : le communisme c'est encore pire. D'ailleurs il est mort." Non, le communisme n'est pas mort ! C'est le capitalisme qui agonise et qui menace de détruire l'espèce humaine si le prolétariat ne le détruit pas. Plus que jamais le communisme est la seule perspective pour l'humanité. Ce n'est pas une "utopie", mais bien une nécessité vitale et une possibilité réelle. Voilà ce que démontre cet article déjà paru en 1979 dans "Révolution Internationale" n°60.

■ L'idée d'une société où n'existeraient ni la misère, ni l'oppression, ni les inégalités sociales, ni la propriété privée, d'une société qui serait basée sur la solidarité, où l'homme ne serait plus "un loup pour l'homme", où "le libre épanouissement de chacun serait la condition du libre épanouissement de tous", n'est pas nouvelle. On la trouve dès l'antiquité sous des formes diverses depuis les écrits du philosophe grec Platon (qui, par ailleurs, défendait l'esclavage !) jusqu'à la pensée des premiers chrétiens. On la retrouve au Moyen-Age, notamment dans les mouvements millénaristes, ou, au début du 16ème siècle, chez le moine allemand Thomas Münzer, un des chefs de la guerre des paysans. Cependant, ce qui donne au communisme son véritable essor, c'est l'apparition dans la société d'une nouvelle classe qui, pour la première fois, porte en elle la possibilité de transformer en réalité ce vieux rêve de l'humanité : le prolétariat. Et c'est au sein même des révolutions bourgeoises du 17ème siècle en Angleterre et de la fin du 18ème en France qu'on voit apparaître des courants politiques qui, de façon plus ou moins explicite, se réclament d'un tel projet. Alors que dans ces pays, le prolétariat est encore embryonnaire, il se donne déjà avec les "levelers" (niveleurs) ou les "égaux" une expression organisée pour la défense de ses intérêts historiques. Mais c'est vers le milieu du 19ème siècle, avec le développement et la concentration de la classe ouvrière qui accompagne l'apparition de la grande industrie, que le communisme précise ses objectifs et ses moyens, qu'il rompt avec les utopies du passé (dont les plus fécondes sont certainement celles de Fourier, de Saint-Simon et de Owen), qu'il commence à se dégager des pratiques sectaires et conspiratives affectées par Blanqui et ses compagnons, ainsi que des références religieuses auxquelles se rattache encore un communiste pourtant aussi lucide que Weitling, un des fondateurs de la "Ligue des justes" qui fut l'ancêtre de la "Ligue des communistes".

LE "MANIFESTE COMMUNISTE", PREMIERE FORMULATION SCIENTIFIQUE DE LA PERSPECTIVE DU COMMUNISME

C'est à ce moment-là que la perspective du communisme se donne sa première formulation scientifique et rigoureuse avec le "Manifeste du Parti Communiste" de 1847, document qui jette les bases théoriques de tout le développement ultérieur du mouvement prolétarien. Dans ce texte, le communisme n'est pas présenté comme l'invention de quelques visionnaires qu'il s'agirait ensuite de mettre en application, mais bien comme la seule société qui puisse

succéder à la société capitaliste et surmonter ses contradictions mortelles. L'idée essentielle de ce texte est que, comme toutes les sociétés qui l'ont précédé, le capitalisme n'est pas immortel. S'il a constitué une étape progressive dans le développement de l'humanité, notamment en unifiant le monde par la constitution d'un marché mondial, il porte en son sein des contradictions insurmontables qui le plongent dans des convulsions de plus en plus violentes et finiront par l'emporter. En permettant un développement prodigieux des forces productives matérielles de la société, et au premier rang d'entre elles la classe ouvrière, il crée les conditions de son dépassement par une société qui aura pour base cette abondance à travers une révolution dont le sujet est cette même classe ouvrière qui, située au plus bas de l'échelle sociale, ne peut s'émanciper qu'en émancipant toute l'humanité.

Si le "Manifeste Communiste" se trompait, comme ses auteurs Marx et Engels l'ont reconnu plus tard, en donnant l'impression que le capitalisme était déjà parvenu au faîte de son développement et que la révolution communiste était imminente, l'essentiel de la démarche qui est la sienne a été depuis amplement confirmé par les faits, et notamment l'idée que le capitalisme ne peut échapper à des crises économiques de plus en plus violentes.

LA DECADENCE DU CAPITALISME MÈT A L'ORDRE DU JOUR LA TRANSFORMATION COMMUNISTE DE LA SOCIÉTÉ

Aujourd'hui, une nouvelle fois, la crise économique impose à la société cette aberration typique du capitalisme : des centaines de millions d'individus sont plongés dans la plus terrible des misères non pas parce que la production est insuffisante mais parce qu'elle est... trop importante. Mais cette crise est d'un type différent de celles signalées par le "Manifeste". Les crises du siècle dernier se situaient dans une période de pleine expansion du capitalisme et elles trouvaient une "solution" rapide par l'élimination des secteurs les moins rentables de l'économie et par la conquête de nouveaux marchés. En quelque sorte, elles constituaient les battements de coeur d'un organisme en pleine vigueur. Par contre, depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est entré dans sa phase de déclin historique, de crise permanente. Désormais, il n'existe pas de solution réelle à la crise. Le système ne se survit plus que par un cycle infernal où se succèdent les phases de crises aiguës, de guerres, de reconstruction, de nouvelles crises aiguës etc., qu'on ne peut plus comparer à des pulsations mais bien aux râles de son agonie.

Comme l'annonçait l'Internationale Communiste, l'ère des guerres impérialistes et des révolutions était désormais ouverte, le communisme était à l'ordre du jour. Depuis, les convulsions successives subies par l'humanité n'ont fait que confirmer chaque fois un peu plus l'urgence du dépassement du mode de production capitaliste devenu une lourde entrave à son développement. Après la première guerre mondiale, la grande crise de 1929 était une autre illustration spectaculaire de la faillite du capitalisme et, à sa suite, l'holocauste de la seconde guerre mondiale repoussait encore bien plus loin les limites de l'horreur qu'on avait cru atteintes avec la première boucherie impérialiste. Au total, depuis que le capitalisme est entré dans sa phase de décadence, l'humanité a payé de plus de 100 millions de tués le maintien en vie de ce système sans compter les pertes terribles provoquées par la famine, la malnutrition et toute la misère dans laquelle il maintient et rejette plusieurs milliards d'hommes alors qu'en même temps il se livre au plus colossal gaspillage de richesses et de forces productives qu'on puisse imaginer.

La crise actuelle n'est donc pas la première manifestation de la faillite du capitalisme et de la nécessité de son remplacement par le communisme. Dans bien des domaines, elle ne fait que révéler, à une échelle certes encore plus grande, des contradictions qui avaient déjà explosé dans le passé. Mais, dans la mesure où c'est avec un envergure encore plus grande qu'apparaît le décalage entre les énormes possibilités que détient la société pour permettre une pleine satisfaction des besoins humains et l'usage catastrophique qui en est fait, la nécessité de l'édification d'une autre société se fait sentir aujourd'hui d'une façon encore plus impérieuse que par le passé.

LES GRANDES CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Cette nouvelle société devra être en mesure de surmonter les contradictions qui accablent la société présente : c'est seulement de cette façon qu'elle ne sera pas une construction utopique de l'esprit mais une nécessité objective déterminée.

Ses caractéristiques s'inscrivent donc comme les épreuves positives des négatifs que constituent les lois qui étranglent la société capitaliste.

Les causes profondes des maux qui ruinent le système capitaliste résident dans le fait que le but de la production n'est pas la satisfaction des besoins humains mais l'accumulation du capital, qu'il ne produit pas des valeurs d'usage mais des valeurs

(SUITE PAGE 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "lutttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.